

« L'intensification de la violence en Amérique centrale nous pose à tous des problèmes très graves »

Il y a un an, le 19 septembre 1985, un tremblement de terre secouait Mexico, faisant plusieurs milliers de morts et causant quelque 4 milliards de dollars de dégâts. Le Mexique a subi depuis un autre tremblement de terre avec la chute verticale des cours du pétrole, dont il tirait depuis des années

l'essentiel de ses ressources d'exportation. L'inflation et l'endettement ont atteint de ce fait des taux records et la menace de récession se précise. C'est donc d'abord un catalogue de difficultés qu'a présenté le président Miguel de La Madrid, le 1^{er} septembre, dans son message annuel au Congrès, l'informe.

La tradition veut que le Mexique invite quelques directeurs de journaux étrangers à assister à cette manifestation. André Fontaine, qui était du nombre cette année, a pu avoir à cette occasion avec le chef de l'Etat la très libre conversation dont on trouvera ci-dessous le texte intégral.

— Monsieur le Président, vous avez commencé votre « informe » en énumérant un grand nombre de difficultés auxquelles le Mexique se trouve confronté. A votre avis, quelle est la principale ?

— C'est toujours, à mon avis, le problème économique, qui s'est beaucoup aggravé avec la chute brutale, à partir du mois de janvier, des prix du pétrole. Pour contenir l'inflation, nous avons fortement freiné les dépenses publiques, la politique monétaire et le crédit, mais je crains qu'elle ne dépasse cette année son niveau de 1985. Et nous enregistrons, d'autre part, du fait de la politique restrictive que nous appliquons, une tendance à la récession.

— N'y a-t-il pas eu une certaine imprudence, de la part du Mexique

comme d'autres pays producteurs, à se mettre dans une trop forte dépendance vis-à-vis de ses exportations de pétrole ?

— Sans aucun doute. Dans le cas du Mexique, l'économie s'est très fortement et très rapidement « pétrolisée ». Nous sommes devenus, de ce fait, trop dépendants du pétrole tant sur le plan des exportations que sur celui des finances publiques. Les prix internationaux du pétrole ayant diminué, nous en avons subi les conséquences, qui sont extrêmement graves.

— Pensez-vous pouvoir arriver, dans un délai relativement rapide, à diminuer cette dépendance vis-à-vis du pétrole ?

— Nous avons fait de très grands efforts : il y a eu un déve-

loppement très sensible, au cours de ces dernières années, des exportations non pétrolières, mais cela implique une transformation structurelle de l'économie qui ne peut être effectuée rapidement. Comme pour tant de choses dans la société, la dégradation de l'économie intervient plus facilement et plus rapidement que son redressement.

— Et naturellement, ces changements impliquent des sacrifices pour des couches importantes de la population qui ne vivent déjà pas trop bien.

— C'est bien le cas.

— Vous ne craignez pas d'avoir déjà atteint la limite des sacrifices supportables ?

— Ces sacrifices ont été très importants. Les niveaux de vie ont régressé, surtout en ce qui

concerne les ouvriers et les classes moyennes. Mais les gens ont supporté la situation parce que l'emploi, malgré certaines tendances qui nous préoccupent, n'a pas fondamentalement souffert. Mais il n'est pas facile de maintenir le niveau de l'emploi, tout en luttant contre l'inflation par la réduction des dépenses publiques et du crédit. Nous avons mis sur pied des programmes de compensation, poursuivi des programmes sociaux très importants dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la sécurité sociale, de l'approvisionnement des produits de base et du logement, ce qui a permis de compenser la perte subie par les salaires réels.

Propos recueillis par
ANDRÉ FONTAINE.

(Lire la suite page 6.)